

**ARRÊTÉ portant mise en demeure**  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**  
**Société CHROM'FLASH**  
**Installation de traitement de surfaces des métaux**  
**située au 97 rue de la Vicairerie à SAINT-PIERRE-DES-CORPS**

Le préfet d'Indre-et-Loire, chevalier de la légion d'honneur, officier de l'ordre national du mérite.

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13214 délivré le 17 juillet 1990 à la société METAL COLOR pour l'exploitation d'une unité de poudrage électrostatique sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps en Zone Industrielle des Yvaudières concernant notamment les rubriques 272.A.2 et 288.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18267 notifié le 10 décembre 2007 à la société METAL COLOR relatif à la mise en conformité des installations de traitement de surfaces à la directive IPPC ;

**Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré par la Préfecture d'Indre-et-Loire le 11 décembre 2012 à la société CHROM'FLASH ;

**Vu** l'article 60 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13214 du 17 juillet 1990 susvisé qui dispose notamment : « *L'établissement sera pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie et, le cas échéant, de détection, adaptés et conformes aux normes en vigueur, en particulier :*

- *des robinets d'incendie armés en nombre suffisant par rapport à la taille des installations et aux risques ;*
- *d'extincteurs, en nombre suffisant, avec au minimum un extincteur mobile à poudre de 50 kg. ».*

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 février 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 5 février 2023 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 26 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant ne dispose pas d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg fonctionnel et n'est pas en mesure de justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée aux risques (en nombre et en qualité) ;
- les 2 robinets incendie armés, situés dans l'atelier peinture poudre et l'atelier de traitement de surfaces sur aluminium, ne sont pas fonctionnels.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 60 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13214 du 17 juillet 1990 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CHROM'FLASH de respecter les prescriptions de l'article 60 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13214 du 17 juillet 1990 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire :

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société CHROM'FLASH exploitant des installations de traitement de surfaces des métaux située au 97 rue de la Vicairerie à SAINT-PIERRE-DES-CORPS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 60 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13214 du 17 juillet 1990 susvisé en transmettant, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments justifiant :

- article 1.1 : de la disponibilité d'un extincteur mobile à poudre de 50 kg ;
- article 1.2 : du bon fonctionnement des robinets incendie armés situés dans l'atelier peinture poudre et dans l'atelier de traitement de surfaces sur aluminium ;
- article 1.3 : que l'installation d'extincteurs et l'installation de robinets incendie armés sont adaptées aux risques inhérents aux activités autorisées au sein de l'établissement.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du même code. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pour une durée pouvant aller de 2 mois à 5 ans.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire, M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois.

Tours, le - 6 MARS 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture,

NADIA SEGHIER